

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

*Débat public organisé par **En Marche en Beaujolais** !*

5 mars 2019, salle Lucien Blanchard à Anse

23 présents

Aujourd'hui, le président Macron a publié sa lettre *Pour une renaissance européenne* qui contient un volet écologique. D'autre part, Nicolas Hulot et Laurent Bergé ont publié *66 propositions pour un pacte social et écologique*. C'est un texte qui, au nom d'un collectif de 19 organisations (associations et syndicats), cherche à concilier transition environnementale et équité.

Pour introduire la réunion, Michel résume la situation climatique d'après le dernier **rapport du GIEC** présenté le 8 octobre dernier. Il confirme les rapports précédents, qui constataient que le dérèglement est plus rapide que prévu. 2° C de réchauffement à la fin du siècle est un maximum au-delà duquel nous connaîtrions des enchaînements en boucle non maîtrisés. Déjà à + 2°, les extrêmes seront difficiles à supporter (montée des eaux qui se poursuivra, érosion des littoraux, sécheresses, inondations...).

Limiter le réchauffement à 1,5° C supposerait des « efforts sans précédents ». On n'en prend pas le chemin puisque l'Accord de Paris sur le Climat de la COP-21 en novembre 2017 n'est pas respecté. Ni en Moyenne mondiale, ni par l'UE, ni par la France et encore moins par l'Allemagne.

Le document du site *Le Grand Débat* propose la **question** suivante :

Quel est aujourd'hui pour vous le problème concret le plus important dans le domaine de l'environnement ? (1 seule réponse possible)

- La pollution de l'air,
- Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse),
- L'érosion du littoral,
- La biodiversité et la disparition de certaines espèces,
- Autres, précisez.

Après avoir testé cette question, nous concluons à l'impossibilité de hiérarchiser entre les réponses parce qu'elles sont trop interdépendantes.

La discussion aborde de nombreux points.

- Il existe 2 sortes de **risques** : - environnementaux (qui entraîne des dommages personnels),
- systémiques (capacité à continuer à être humaniste). Ils sont essentiellement climatiques.

- Si l'on dépasse le seuil de 2° C de réchauffement, la **vie sur terre** sera-t-elle menacée ?

- Pour certains, non. Les hommes devront s'adapter aux transformations, migrer vers les zones devenues plus cultivables et quitter celles devenues désertiques. Mais les progrès technologiques le permettront.
- Pour d'autres, oui. Le dérèglement a déjà bien commencé et il est de plus en plus brutal, violent. La disparition accélérée de la banquise en été, les tornades qui se sont déjà produites aux USA début mars et ont fait des dizaines de morts, les incendies en Australie (et au Portugal) toujours plus dévastateurs d'année en année en sont des signes avant-coureurs. L'évolution récente est un ralentissement de la croissance mondiale des émissions de gaz à effet de serre. Bien insuffisant pour contenir le réchauffement. Les intérêts financiers et industriels dominants poursuivent leur logique productiviste.

- La **sur-population** est-elle un risque ou le progrès permettra-t-il de la surmonter ? Pour certains, il faut surtout éduquer les petites filles afin qu'elles maîtrisent leur fécondité. En Afrique (mais pas seulement), on en est souvent loin, pour maintenir la domination masculine. La polémique autour du *Principe de population* de Robert Malthus (1798) est toujours actuelle. Mais ses adversaires ont

déformé sa pensée en “malthusianisme”. Ils en ont fait une idéologie, comme le “marxisme” pour la pensée de Karl Marx. Le *principe* se résume ainsi :

L’histoire des civilisations montre que le rapport entre la population et les subsistances obéit à une loi naturelle : la population augmente selon une progression géométrique, tandis que les subsistances, selon une progression arithmétique seulement. Ce sont les famines, les épidémies et les guerres qui ramènent la population à un niveau compatible avec les subsistances. La seule façon de les éviter, c’est d’éduquer préventivement la population afin que par l’abstinence, elle réduise son taux de fécondité.

La pensée de Malthus ne se réduit pas au simplisme dans laquelle elle a été enfermée. Elle peut faire l’objet de plusieurs lectures. Elle participe au débat actuel. Cf. *fiche Malthus dans Wikipedia*.

- **Transition énergétique** « Les énergies fossiles (charbon, pétrole, fioul, gaz) que nous consommons pour nous déplacer ou nous chauffer, représentent aujourd’hui 70 % des émissions de gaz à effet de serre) » *Le Grand Débat*.

Des travaux scientifiques permettent de hiérarchiser leur nocivité : d’abord le charbon, puis le pétrole, puis le gaz. Comment en réduire l’usage pour atteindre la « neutralité carbone » ?

Les **innovations** doivent être relativisées par le calendrier de leur mise au point. Ainsi, l’hydrogène est une énergie prometteuse, mais quand sera-t-elle économiquement rentable ? Elle en est encore à la phase du prototype. De toutes façons, chaque énergie a ses avantages et ses inconvénients. Ainsi des éoliennes (bruit, danger pour les animaux...), du photovoltaïque (coût d’installation, sérieux des installateurs...). Le biogaz ?

La **voiture électrique** butte depuis des décennies sur la grande difficulté de stocker l’électricité. Les batteries ont fait des progrès récemment, mais au prix d’une extraction des métaux rares qui pose de graves problèmes sociaux et environnementaux. Quel est aujourd’hui son champ d’action journalier ? 300 km ? 120 ? Le coût de l’électricité, le confort de conduite sont des avantages par rapport au moteur thermique. Mais le prix ? Malgré les primes, elle reste hors de portée des revenus modestes.

Dans le **logement**, l’urgence est de supprimer les passoires thermiques, car l’énergie qui pollue le moins, c’est celle qu’on économise. Cette suppression suppose des changements de comportements + isolation qui économise du chauffage + prêts bonifiés en fonction des revenus.

Le co-voiturage est un problème d’organisation. Les pistes cyclables ne sont pas reliées entre elles.

- **L’alimentation bio** progresse. Elle est encore + chère parce qu’on ne prend pas en compte les économies qu’elle permet en terme de pollution. Les consommations locales ont leurs histoires liées à l’environnement, alors que l’agriculture productiviste s’impose uniformément.

- Le **financement** de la transition écologique. La taxation de l’essence a provoqué en octobre dernier la révolte des Gilets jaunes parce que le supplément annoncé s’ajoutait à un prix à la pompe déjà élevé, et qu’il n’était pas accompagné de mesures sociales la rendant supportable aux petits budgets. N. Hulot a affirmé qu’il avait tenté en vain de les obtenir de Bercy pendant l’été. Il est maintenant clair que la taxation écologique ne sera acceptée que si elle est complétée par une redistribution sociale substantielle des recettes publiques récoltées. Il faudrait concevoir une sorte de budget annexe qui rassemble recettes et dépenses pour l’écologie. Il permettrait un contrôle public.

Le *Pacte finance-climat* est une sorte de plan Marshal pour financer au niveau européen des projets écologiques. Il a été proposé par Pierre Larrourou, ingénieur agronome et économiste, et Jean Jouzel, climatologue, ancien vice-président du groupe scientifique du GIEC lors de leur audition à l’Assemblée Nationale en juin dernier. Il s’agit de créer une banque du climat pour que la création monétaire soit mise au service du climat et de l’emploi au lieu d’aller nourrir la spéculation. Ce budget climat permettra que chaque particulier, chaque ville et chaque entreprise soit aidé à financer des travaux d’isolation, par exemple.

Le projet d’une Banque européenne du climat a été reprise par É. Macron dans sa lettre. Mais comment calculer l’aide nécessaire aux personnes ? Comment obtenir un prêt à taux zéro ? Le dossier, les critères sont tels qu’on n’y arrive pas ! Résultat : l’écologie est souvent punitive et chère. On peut avoir confiance dans les banques solidaires, les SELS parce qu’on les contrôle, mais pas les autres.

Il faut distinguer entre le financement pour changer de modèle de développement, qui suppose de mobiliser de lourds investissements, et celui pour changer la vie au quotidien, qui implique la nécessité d’y voir un intérêt personnel. La finance écologique est-elle nécessairement punitive ou peut-elle être incitative ?

La transition se fera dans les territoires.

Compte-rendu rédigé par Philippe Brachet à partir de ses notes.